



COMMISSION EUROPÉENNE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

MINUTE

Bruxelles, le 30/05/2002
SG (2002) D/ 229983

REPRÉSENTATION PERMANENTE
DE LA FRANCE AUPRÈS DE
L'UNION EUROPÉENNE
Place de Louvain, 14

1000 BRUXELLES

Objet: NOTIFICATION AU SENS DE L'ARTICLE 254 DU TRAITÉ CE

Le Secrétariat général vous prie de bien vouloir transmettre au Ministre des Affaires étrangères la (les) décision(s) ci-annexée(s).

Pour le Secrétaire général


Bernard MICHEL

p.j. : C (2002) 789



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, 28 05. 2002
C (2002) 789

A ne pas publier

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 28 05. 2002

**Approuvant le programme d'Initiative communautaire "Interreg III C Zone Sud"
entre la France, la Grèce, l'Italie, l'Espagne le Portugal et le Royaume Uni**

2002 RG 16 0 PC 001

**(Les textes en langues française., anglaise., italienne, grecque, espagnole, portugaise
sont les seuls faisant foi.)**

DÉCISION DE LA COMMISSION
28 05. 2002

Approuvant le programme d'Initiative communautaire "Interreg III C Zone Sud"
entre la France, la Grèce, l'Italie, l'Espagne le Portugal et le Royaume Uni

2002 RG 16 0 PC 001

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels¹, et notamment ses articles 20 et suivants,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission des Communautés européennes a adopté, le 28 avril 2000, les orientations² (ci-après: «les orientations») pour une initiative communautaire concernant la coopération transeuropéenne (ci-après: «Interreg III»), au sens visé à l'article 20 du règlement (CE) n° 1260/1999.
- (2) La Commission des Communautés européennes a adopté, le 7 mai 2001, une Communication concernant la coopération interrégionale – volet C de l'initiative communautaire INTERREG III³ (ci-après nommée «communication - volet C») qui expose la méthode de mise en œuvre des activités de coopération relatives au volet interrégional d'INTERREG III et ajuste les orientations aux circonstances particulières à la coopération interrégionale.
- (3) Dans sa "Communication concernant l'impact de l'élargissement sur les régions frontalières avec les pays candidats - Action Communautaire pour les Régions Frontalières"⁴, la Commission a proposé d'allouer jusqu'à 20.000.000 d'euro des fonds prévus au titre du point 53 des orientations, pour la création de réseaux et autres activités de soutien à la mise en œuvre des trois volets des l'initiative INTERREG, pour des actions qui promeuvent et facilitent la coopération entre régions frontalières. De ce montant, 500.000 euro sont inclus dans ce programme.
- (4) Une contribution communautaire est octroyée, au titre d'Interreg III, aux mesures et zones conformes aux exigences spécifiées dans les orientations qui font partie des programmes d'initiative communautaire présentés par les autorités désignées par les États membres et approuvés par la Commission des Communautés européennes. L'article 21 du règlement (CE) n° 1260/1999, contenu au titre II de ce règlement, ainsi que les chapitres V et VI des orientations et les chapitres IX et XI de la

¹ JO L 161 du 26.6.1999, p. 1.

² JO C 143 du 23.5.2000, p. 6.

³ JO C 141 du 15.5.2001, p. 2.

⁴ COM(2001) 437 final du 25.7.2001

communication volet C, fixent la procédure d'élaboration et de mise en œuvre des programmes Interreg III – volet C. Pour les programmes volet C, des fonds communautaires peuvent également être rendus disponibles pour des mesures d'assistance techniques et autres mesures à l'initiative de la Commission, conformément au point 53 des orientations.

- (5) Conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1260/1999 et à l'article 3, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1783/1999 relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER)⁵, un concours au titre d'Interreg III peut être octroyé par le FEDER, en élargissant le champ d'application de ce fonds tel qu'il est défini à l'article 2 du règlement (CE) n° 1783/1999, en vue de couvrir les mesures nécessaires à la mise en œuvre du programme concerné.
- (6) Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1260/1999 et au point 26 des orientations, les autorités désignées par les États membres peuvent présenter à la Commission des propositions de programmes contenant les informations visées aux chapitres V, VI et VII des orientations, telles qu'ajustées par la Communication - volet C.
- (7) La Commission évalue, sur la base de l'article 21, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1260/1999 et du chapitre V des orientations et en ce qui concerne le partenariat établi en vertu de l'article 8 du règlement, les programmes proposés et présentés par lesdites autorités en vue de déterminer s'ils sont conformes aux objectifs des orientations et du règlement et compatibles avec d'autres programmes et politiques communautaires pertinents, et elle adopte, conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement, et au point 26, paragraphe 2, des orientations et en accord avec les États membres et les régions concernés, une décision sur la contribution du FEDER, pour autant que les propositions contiennent tous les éléments énumérés au chapitre V des orientations et telles qu'ajustées par la Communication – volet C.
- (8) Les autorités responsables en France, Grèce, Italie, Espagne, Portugal et Royaume Uni ont présenté à la Commission le 6 décembre 2001, un projet de programme jugé recevable, intitulé INTERREG III C Zone Sud, satisfaisant aux conditions du volet C d'INTERREG au sens du chapitre IV des orientations telles qu'ajustées par la communication du Volet C. Ce projet de programme contient les informations énumérées au point 25 des orientations, notamment une description des axes prioritaires du programme, un plan financier indicatif précisant, pour chaque axe et pour chaque année, la dotation financière envisagée pour la contribution du FEDER ainsi que le montant total des financements publics éligibles et de l'estimation des financements privés dans les États membres concernés.
- (9) Le présent programme concerne des opérations soumises par les partenaires chefs de file localisés dans la zone de programmation ouest définie comme "zone Sud" dans l'annexe A de la communication volet C.
- (10) La date de présentation du projet de programme, qui a été approuvée par la Commission, est celle de début d'éligibilité des dépenses prévues dans le cadre du programme.

⁵ JO L 213 du 13.8.1999, p. 1.

- (11) Conformément à l'article 30 du règlement (CE) n° 1260/1999, il y a lieu de fixer la date finale d'éligibilité des dépenses.
- (12) Le programme a été élaboré et sera mis en œuvre en accord avec les États membres concernés et dans le cadre du partenariat.
- (13) Conformément à l'article 10 du règlement (CE) n° 1260/1999, la Commission et les États membres assurent, dans le respect du principe du partenariat, la coordination entre les interventions des différents Fonds et celles de la BEI et des autres instruments financiers existants. L'amélioration de la coordination entre le présent programme, soutenu au titre du FEDER, et d'autres instruments financiers tels que Phare, Tacis, Meda, CARDS, ISPA, Sapard et le FED, recevra toute l'attention qu'elle mérite.
- (14) Il ressort du point 26 des orientations qu'une contribution financière unique est octroyée, sans répartition financière par État membre. La contribution octroyée pour toute la période et sa répartition année par année sont exprimées en euros. La répartition annuelle doit être conforme à la perspective financière pertinente et aux allocations financières adoptées, pour chaque État membre, par la Commission sur la base du point 48, second alinéa et, du point 53, des orientations. Conformément à l'article 7, paragraphe 7, du règlement (CE) n° 1260/1999 et au point 48, paragraphe 1, des orientations, la contribution communautaire a déjà été indexée au taux de 2 % par an. Il résulte de l'article 7, paragraphe 7, du règlement que la dotation communautaire peut être revue à mi-parcours, et au plus tard le 31 décembre 2003, pour tenir compte du taux d'inflation effectif.
- (15) Conformément à l'article 21, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1260/1999, au point 32 des orientations et au point 40 de la Communication – volet C, le programme peut être réexaminé, à l'initiative des États membres concernés ou de la Commission en accord avec ces États membres, après l'évaluation à mi-parcours visée à l'article 42 du règlement. Étant donné que la réussite du programme dépend dans une large mesure du bon fonctionnement des structures communes de coopération, notamment en ce qui concerne les organes chargés des fonctions d'«autorité de gestion», d'«autorité de paiement» et de «secrétariat technique conjoint», cette révision peut avoir notamment pour objet ces structures communes,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

1. Le programme d'initiative communautaire "Interreg III C Zone Sud" pour la période allant du 6 décembre 2001 au 31 décembre 2006, tel que décrit dans les annexes de la présente décision, est approuvé.
2. Le programme a trait à des interventions structurelles communautaires concernant des opérations présentées par des partenaires chef de file localisées en Espagne et au Portugal et dans les régions suivantes : Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Corse, Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion en France; Dytiki Ellada, Peloponnisos, Voreio Aigaio, Notio Aigaio, Kriti, Ionia Nisia, Stera Ellada, Attiki en Grèce; Piemonte, Lombardia, Liguria, Toscana, Umbria, Lazio, Campania, Sardegna, Basilicata, Calabria, Sicilia, Valle d'Aosta en Italie e Gibraltar dans le Royaume Uni.

Article 2

1. Conformément aux articles 20 et suivants du règlement (CE) n° 1260/1999 et au chapitre V des orientations telles qu'ajustées par la Communication volet C, le programme contient les éléments suivants:
 - a. la stratégie et les axes prioritaires du programme, leur conformité avec les objectifs des orientations et de la Communication - volet C et du règlement (CE) n° 1260/1999 ainsi qu'avec d'autres programmes et politiques communautaires pertinents; ainsi que leur conformité avec les politiques économique, sociale et régionale de la France, de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne du Portugal et du Royaume Uni. Les axes prioritaires sont les suivants:
 1. les opérations
 2. l'assistance technique concernant l'axe prioritaire 1.
 3. les actions dans les régions frontalières avec les pays candidats (point 53 des orientations)
 4. l'assistance technique relative à l'axe prioritaire 3.
 - b. une description sommaire des mesures prévues pour la mise en œuvre des axes prioritaires, y compris les informations nécessaires à la vérification du respect des règles en matière d'aides au sens de l'article 87 du traité;
 - c. le plan financier indicatif précisant, pour chaque axe prioritaire et pour chaque année, la dotation financière envisagée pour la contribution du FEDER ainsi que le montant total des financements publics ou assimilés éligibles et de l'estimation des financements privés dans l'ensemble des États membres concernés. La contribution totale du FEDER prévue pour chaque année du programme est conforme aux perspectives financières pertinentes et aux allocations financières pour chaque État membre adoptées par la Commission sur la base du point 48, second alinéa et, le point 53 des orientations;
 - d. les dispositions régissant la mise en œuvre du programme, y compris la désignation de l'autorité de gestion conjointe, une description des mesures de gestion du programme, une description des régimes de suivi et d'évaluation, y compris le rôle du comité de suivi et du comité de pilotage et les règles relatives à la participation des partenaires dans ces instances, une description des dispositions concernant la transparence de la publicité et des flux financiers ainsi qu'une description des dispositions et procédures spécifiques de contrôle de la mise en œuvre du programme;
 - e. des informations concernant les ressources requises pour la préparation, le suivi et l'évaluation de l'aide.
2. Le plan financier indicatif fixe le coût éligible des axes prioritaires sélectionnés pour l'action conjointe par la Communauté et les États membres à 219.308.931 euros pour l'ensemble de la période et la contribution financière du FEDER à 138.867.999 euros.

Les ressources nationales requises, qui, eu égard à ce plan financier indicatif, se chiffrent à 80.440.932 euros pour le secteur public, peuvent être partiellement constituées de prêts communautaires alloués par la Banque européenne d'investissement et d'autres instruments de crédit.

Article 3

La contribution totale allouée par le FEDER au titre du présent programme est de 138.867.999 euros.

La contribution communautaire a déjà été indexée à un taux de 2 % par an jusqu'à 2003 et sera fixée selon les prix de 2003 pour les années 2004-2006.

La contribution communautaire peut être revue à mi-parcours, pour tenir compte du niveau d'inflation effectif. Le taux d'indexation pour les années 2004-006 fera l'objet d'une décision avant le 31 décembre 2003.

La contribution financière du FEDER et les allocations annuelles prévues dans le plan financier pourraient être revues à la hausse ou à la baisse lors de l'évaluation à mi-parcours, et au plus tard le 31 décembre 2003, sans préjudice de la contribution annuelle déjà fixée pour la période 2000-2003.

La procédure d'octroi du concours financier, y compris la contribution financière du FEDER pour les différents axes prioritaires prévus dans le programme, est décrite dans le plan financier annexé à la présente décision.

Article 4

La présente décision ne préjuge pas de la position de la Commission à l'égard des aides d'État, au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité, qui font partie du programme et qui n'ont pas encore été approuvées par la Commission. La présentation de la demande d'intervention, du complément de programmation ou d'une demande de versement par l'État membre ne remplace pas la notification requise au titre de l'article 88, paragraphe 3, du traité.

La concomitance d'un financement communautaire et d'une aide d'État tombant dans le domaine d'application de l'article 87, paragraphe 1, du traité, octroyée au titre d'un régime d'aides ou dans un cas individuel, requiert une approbation préalable par la Commission au titre de l'article 88 du traité, à l'exception du cas où l'aide est couverte par la règle *de minimis* ou est exemptée en vertu d'un règlement adopté par la Commission sur la base du règlement (CE) n° 994/98 du Conseil du 7 mai 1998 sur l'application des articles 87 et 88 du traité à certaines catégories d'aides d'État horizontales⁶. Faute d'une telle approbation ou exemption, l'aide est illégale et entraîne les effets fixés par le règlement de procédure en matière d'aides d'État, et son cofinancement constituerait une irrégularité au sens des articles 38 et 39 du règlement (CE) n° 1260/1999. La Commission n'acceptera donc pas les demandes de paiement intermédiaire et de paiement du solde pour des mesures cofinancées par des aides nouvelles ou amendées, au sens du règlement de procédure en matière d'aides d'État, allouées au titre de régimes d'aide ou dans des cas individuels, avant que les aides concernées aient été notifiées à la Commission et approuvées formellement par celle-ci.

⁶ JO L 142 du 14.5.1998.

Article 5

La date de début d'éligibilité des dépenses est le 6 décembre 2001. La date finale d'éligibilité des dépenses est fixée au 31 décembre 2008.

Article 6

1. Le présent programme est mis en œuvre en conformité avec le droit communautaire et ainsi qu'avec les principes et exigences fixés dans le règlement (CE) n°1260/1999, dans les orientations Interreg III et dans la communication IIIC.
2. A la lumière des résultats de l'examen de la progression de la mise en œuvre du présent programme, la Commission, en accord avec les États membres concernés, se réserve le droit de procéder à des adaptations du programme, concernant par exemple les structures communes de coopération, en ce qui concerne notamment les organes chargés des fonctions d'«autorité de gestion», d'«autorité de paiement» et de «secrétariat technique conjoint».
3. Les structures conjointes poursuivent une coopération effective en vue d'assurer la coordination entre le présent programme, soutenu au titre du FEDER, et d'autres instruments financiers tels que Phare, Tacis, Meda, CARDS, ISPA, Sapard et le FED.

Article 7

La République française, la République italienne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République portugaise et le Royaume Uni sont les destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 28 05. 2002

Par la Commission
Michel BARNIER
Membre de la Commission





COMISSÃO EUROPEIA

SECRETARIADO GERAL

Bruxelas, 30/05/2002
SG (2002) D/ **229988**

ACCUSÉ DE RÉCEPTION

NOM
(en caractères d'imprimerie)

REÇU LE A HEURES

REÇU PAR TELEFAX LE A HEURES

SIGNATURE

REPRESENTAÇÃO PERMANENTE
DE PORTUGAL JUNTO DA UNIÃO
EUROPEIA

Av. de Cortenberg, 12

1040 BRUXELLES

**Assunto : NOTIFICAÇÃO EM CONFORMIDADE COM O ARTIGO 254 DO
TRATADO CE**

**O Secretariado-Geral pede-lhe que transmita ao Ministro dos Negócios
Estrangeiros a(s) decisão(ões) anexa(s).**

Reçu le	30	-05-	2002
Reçu par télex le			
Signature			

Em anexo : C (2002) 789



COMISSÃO EUROPEIA

SECRETARIADO GERAL

MINUTE

Bruxelas, 30/05/2002
SG (2002) D/ 229988

REPRESENTAÇÃO PERMANENTE
DE PORTUGAL JUNTO DA UNIÃO
EUROPEIA
Av. de Cortenberg, 12

1040 BRUXELLES

**Assunto : NOTIFICAÇÃO EM CONFORMIDADE COM O ARTIGO 254 DO
TRATADO CE**

**O Secretariado-Geral pede-lhe que transmita ao Ministro dos Negócios
Estrangeiros a(s) decisão(ões) anexa(s).**

Pelo Secretário-Geral


Bernard MICHEL

Em anexo : C (2002) 789



COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

Bruxelas, 28 05. 2002
C (2002) 789

Não se destina a publicação

DECISÃO DA COMISSÃO
de 28 05. 2002

**que aprova o programa da iniciativa comunitária “Interreg III C Zona Sul”
entre a França, Grécia, Itália, Espanha, Portugal e Reino Unido**

2002 RG 16 0 PC 001

**(Os textos em língua francesa, inglesa, italiana, grega, espanhola, portuguesa
são os únicos que fazem fé)**

DECISÃO DA COMISSÃO

28 05. 2002

**que aprova o programa da iniciativa comunitária “Interreg III C Zona Sul”
entre a França, Grécia, Itália, Espanha, Portugal e Reino Unido**

2002 RG 16 0 PC 001

A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Europeia,

Tendo em conta o Regulamento (CE) nº 1260/1999 do Conselho, de 21 de Junho de 1999, que estabelece disposições gerais sobre os Fundos estruturais¹, e, nomeadamente, os seus artigos 20º e seguintes,

Considerando o seguinte:

- (1) Em 28 de Abril de 2000, a Comissão das Comunidades Europeias adoptou as orientações² (a seguir denominadas "orientações") relativas a uma iniciativa comunitária de cooperação transeuropeia (a seguir denominada "Interreg III"), nos termos do artigo 20º do Regulamento (CE) nº 1260/1999.
- (2) A Comissão das Comunidades Europeias adoptou, em 7 de Maio de 2001, uma Comunicação relativa à cooperação inter-regional – Vertente C da iniciativa comunitária Interreg III³ (a seguir denominada “Comunicação – Vertente C”), que expõe o método de execução das actividades de cooperação a título da vertente inter-regional de Interreg III e ajusta as orientações às circunstâncias específicas da cooperação inter-regional.
- (3) Na sua “Comunicação relativa ao impacto do alargamento nas regiões que fazem fronteira com os países candidatos - Acção comunitária em favor das regiões fronteiriças”⁴, a Comissão propôs a atribuição, a partir dos fundos previstos a título do ponto 53 das orientações, de um montante que pode elevar-se a 20 milhões de euros, para a criação de redes e outras actividades de apoio à execução das três vertentes da iniciativa Interreg, para acções destinadas a incentivar e facilitar a cooperação nas regiões fronteiriças. Deste montante, 500 000 euros estão incluídos no presente programa.
- (4) No âmbito da iniciativa Interreg III é concedido um financiamento comunitário para medidas e zonas que respeitem as exigências estabelecidas nas orientações, que se incluam em programas de iniciativa comunitária apresentados pelas autoridades designadas pelos Estados-Membros e aprovados pela Comissão das Comunidades Europeias. O artigo 21º do Regulamento (CE) nº 1260/1999, bem como os capítulos V

¹ JO L 161 de 26.6.1999, p. 1.

² JO L 143 de 23.5.2000, p. 6.

³ JO L 141 de 15.5.2001, p. 2.

⁴ COM(2001) 437 final de 25.7.2001

- e VI das orientações e os capítulos IX e XI da Comunicação vertente C, fixam o procedimento de elaboração e execução dos programas Interreg III – vertente C. Para os programas vertente C, podem igualmente ser disponibilizados fundos comunitários para medidas de assistência técnica e outras medidas por iniciativa da Comissão, em conformidade com o ponto 53 das orientações.
- (5) Nos termos do nº 2 do artigo 21º do Regulamento (CE) nº 1260/1999 e do nº 2 do artigo 3º do Regulamento (CE) nº 1783/1999, relativo ao Fundo Europeu de Desenvolvimento Regional (FEDER)⁵, o apoio no âmbito de Interreg III poderá ser concedido pelo FEDER, alargando o âmbito de aplicação deste Fundo tal como é definido no artigo 2º do Regulamento (CE) nº 1783/1999, de modo a incluir todas as medidas exigidas para executar o programa em questão.
 - (6) Nos termos do nº 3 do artigo 21º do Regulamento (CE) nº 1260/1999 e do ponto 26 das orientações, as autoridades designadas pelos Estados-Membros poderão apresentar à Comissão propostas pormenorizadas de programas que incluam a informação mencionada nos capítulos V, VI e VII das orientações, tal como foram adaptadas pela Comunicação - vertente C.
 - (7) Com base no nº 3 do artigo 21º do Regulamento (CE) nº 1260/1999 e no capítulo V das orientações, e relativamente à parceria estabelecida em conformidade com o artigo 8º desse regulamento, a Comissão deve avaliar os programas propostos que as referidas autoridades tenham apresentado, para determinar se se adequam aos objectivos das orientações e do regulamento e se são compatíveis com outros programas e políticas comunitárias pertinentes, e deve adoptar uma decisão sobre a contribuição do FEDER nos termos do nº 3 do artigo 21º desse regulamento e do segundo parágrafo do ponto 26 das orientações, de acordo com os Estados-Membros e regiões interessadas, desde que as propostas correspondam a todas as características enumeradas no capítulo V das orientações, tal como foram adaptadas pela Comunicação – vertente C.
 - (8) As autoridades responsáveis em França, Grécia, Itália, Espanha, Portugal e Reino Unido apresentaram à Comissão, em 6 de Dezembro de 2001, um projecto de programa considerado admissível, intitulado Interreg III C Zona Sul, que satisfaz as condições da vertente C de Interreg nos termos do capítulo IV das orientações tal como foram adaptadas pela Comunicação da vertente C. Este projecto de programa inclui a informação que consta do ponto 25 das orientações, nomeadamente uma descrição dos eixos prioritários do programa e um plano de financiamento indicativo que especifica, em relação a cada eixo prioritário e a cada ano, a dotação financeira prevista a cargo do FEDER e o montante total dos financiamentos públicos elegíveis e dos financiamentos privado previsíveis dos Estados-Membros em causa.
 - (9) O presente programa abrange as operações apresentadas pelos parceiros principais localizados na zona de programação oeste definida como “zona Sul” no anexo A da Comunicação vertente C.
 - (10) A data de apresentação do projecto de programa aprovado pela Comissão constitui a data do início de elegibilidade das despesas prevista a título desse programa.

⁵ JOL 213 de 13.8.1999, p. 1.

- (11) Nos termos do artigo 30º do Regulamento (CE) nº 1260/1999, é conveniente fixar a data-limite de elegibilidade das despesas.
- (12) O programa foi elaborado e será executado com o acordo dos Estados-Membros em causa, no âmbito da parceria.
- (13) Nos termos do artigo 10º do Regulamento (CE) nº 1260/1999, a Comissão e os Estados-Membros devem assegurar, na observância do princípio da parceria, a coordenação entre as intervenções dos diferentes Fundos e as do BEI e dos outros instrumentos financeiros existentes. Prestar-se-á a devida atenção ao melhoramento da coordenação entre o presente programa, apoiado a título do FEDER, e os outros instrumentos financeiros, nomeadamente Phare, Tacis, Meda, CARDS, ISPA, Sapard e FED.
- (14) Em conformidade com o ponto 26 das orientações, é concedida uma participação financeira única, sem repartição financeira por Estado-Membro. A participação financeira disponível para o conjunto do período e a sua repartição anual são definidas em euros. A repartição anual deve ser compatível com as perspectivas financeiras aplicáveis e com as comparticipações financeiras de cada Estado-Membro, aprovadas pela Comissão em conformidade com o segundo parágrafo do ponto 48, e com o ponto 53 das orientações. Em conformidade com o disposto no nº 7 do artigo 7º do Regulamento (CE) nº 1260/1999 e no primeiro parágrafo do ponto 48 das orientações, os montantes relativos à participação financeira da Comunidade já compreendem uma indexação à taxa anual de 2%. Esta participação poderá ser revista a meio do período, o mais tardar até 31 de Dezembro de 2003, a fim de ter em conta o nível real da inflação, de acordo com o nº 7 do artigo 7º do regulamento citado.
- (15) Nos termos do nº 4 do artigo 21º do Regulamento (CE) nº 1260/1999, do ponto 32 das orientações e do ponto 40 da Comunicação – vertente C, o programa pode ser revisto por iniciativa dos Estados-Membros em causa ou da Comissão, de acordo com os Estados-Membros interessados, após a avaliação intercalar mencionada no artigo 42º do regulamento. Como o êxito do programa depende, em larga medida, do bom funcionamento das estruturas comuns de cooperação, em especial no que diz respeito aos organismos responsáveis pelas funções de "autoridade de gestão", "autoridade de pagamento" e "secretariado técnico conjunto", esta revisão pode aplicar-se principalmente a estas estruturas comuns,

ADOPTOU A PRESENTE DECISÃO:

Artigo 1º

1. É aprovado o programa de iniciativa comunitária “Interreg III C Zona Sul” para o período compreendido entre 6 de Dezembro de 2001 e 31 de Dezembro de 2006, conforme consta dos anexos da presente decisão.
2. O programa consiste em intervenções estruturais comunitárias relativas a operações apresentadas pelos parceiros principais localizados em Espanha e Portugal e nas regiões seguintes: Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d’Azur, Rhône-Alpes, Corse, Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion, em França; Dytiki Ellada, Peloponnisos, Voreio Aigaio, Notio Aigaio, Kriti, Ionia Nisia, Stera Ellada, Attiki na Grécia;

Piemonte, Lombardia, Liguria, Toscana, Umbria, Lazio, Campania, Sardegna, Basilicata, Calabria, Sicilia, Valle d'Aosta em Itália e Gibraltar no Reino Unido.

Artigo 2º

1. Em conformidade com os artigos 20º e seguintes do Regulamento (CE) nº 1260/1999 e com o capítulo V das orientações tal como foram adaptadas pela Comunicação - vertente C, o programa inclui os seguintes elementos:
 - a. A estratégia e os eixos prioritários do programa, a sua coerência com os objectivos das orientações e da Comunicação – vertente C e com o Regulamento (CE) nº 1260/1999, assim como com outros programas e políticas comunitárias pertinentes, e ainda a sua coerência com as políticas económicas, sociais e regionais da França, Grécia, Itália, Espanha, Portugal e Reino Unido. Os eixos prioritários são os seguintes:
 1. As operações.
 2. A assistência técnica relativa ao eixo prioritário nº 1.
 3. As acções nas regiões fronteiriças com os países candidatos (ponto 53 das orientações).
 4. A assistência técnica relativa ao eixo prioritário nº 3;
 - b. Uma descrição resumida das medidas previstas para executar os eixos prioritários, incluindo os elementos de informação necessários para verificar a conformidade com as regras aplicáveis aos auxílios, na acepção do artigo 87º do Tratado;
 - c. Um plano de financiamento indicativo que especifica, em relação a cada eixo prioritário e cada ano, a comparticipação financeira prevista da contribuição a cargo do FEDER e o montante total dos financiamentos públicos ou equiparáveis elegíveis e dos financiamentos privados previsíveis no conjunto dos Estados-Membros. A contribuição total do FEDER prevista anualmente para o programa é compatível com as perspectivas financeiras aplicáveis e com as dotações financeiras para cada Estado-Membro, aprovadas pela Comissão em conformidade com o segundo parágrafo do ponto 48 e com o ponto 53 das orientações;
 - d. As disposições de execução do programa, que abrangem a designação da autoridade de gestão conjunta, a descrição das regras de gestão do programa, a descrição dos sistemas de acompanhamento e de avaliação, nomeadamente a função do comité de acompanhamento, do comité permanente e os acordos para participação dos parceiros nesses comités, uma definição dos processos relativos a uma publicidade transparente e aos fluxos financeiros, bem como uma descrição dos acordos e procedimentos específicos para verificação do progresso da implantação do programa;
 - e. As indicações sobre os recursos necessários à elaboração, ao acompanhamento e à avaliação da assistência.

2. O plano de financiamento indicativo fixa em 219 308 931 euros o custo elegível dos eixos prioritários da acção comum seleccionados pela Comunidade e pelos Estados-Membros para o conjunto do período, e em 138 867 999 euros a contribuição financeira do FEDER.

As necessidades de financiamento nacional necessárias, cujo montante ascende a 80 440 932 euros provenientes do sector público, podem ser parcialmente cobertas pelo recurso aos empréstimos comunitários provenientes do Banco Europeu de Investimento e de outros instrumentos de empréstimo.

Artigo 3º

A contribuição total do FEDER concedida ao abrigo do presente programa eleva-se a 138 867 999 euros.

A contribuição comunitária foi já indexada à taxa anual de 2% até 2003 e é fixada de acordo com os preços de 2003 para os anos 2004-2006.

A contribuição comunitária pode ser revista a meio do período, de modo a ter em conta o nível real da inflação. A taxa de indexação para os anos de 2004 a 2006 será decidida antes de 31 de Dezembro de 2003.

A contribuição financeira do FEDER e as dotações anuais incluídas no plano financeiro poderão ser revistas numa perspectiva ascendente ou numa perspectiva descendente no decorrer da avaliação intercalar, que deve ser levada a efeito antes de 31 de Dezembro de 2003, sem prejuízo da contribuição anual já concedida para o período 2000-2003.

O procedimento para a concessão da assistência financeira, incluindo a contribuição financeira a cargo do FEDER para os diversos eixos prioritários que constam do programa, é estabelecida no plano financeiro anexo à presente decisão.

Artigo 4º

A presente decisão não prejudica a posição da Comissão perante os auxílios estatais, na acepção do nº 1 do artigo 87º do Tratado, e abrangidos por esta assistência, e que ainda não tenham sido aprovados pela Comissão. A apresentação do pedido de intervenção, do complemento de programação ou de um pedido de pagamento por parte do Estado-Membro não substitui a notificação prevista no nº 3 do artigo 88º do Tratado.

O financiamento comunitário dos auxílios estatais incluídos no nº 1 do artigo 87º do Tratado, concedidos ao abrigo de regimes de auxílio ou de modo individual, requer a aprovação prévia da Comissão de acordo com o artigo 88º do Tratado, com excepção dos auxílios conformes à regra *de minimis* e dos auxílios isentos ao abrigo de um regulamento de isenção adoptado pela Comissão em aplicação do Regulamento (CE) nº 994/98 do Conselho, de 7 de Maio de 1998, relativo à aplicação dos artigos 87º e 88º do Tratado que institui a Comunidade Europeia a determinadas categorias de auxílios estatais horizontais⁶. Na ausência de tal isenção ou aprovação, esses auxílios constituem auxílios ilegais, cujas consequências são definidas pelo regulamento processual dos auxílios estatais, e o co-financiamento será tratado como uma

⁶ JO L 142 de 14.5.1998.

irregularidade, na aceção dos artigos 38º e 39º do Regulamento (CE) nº 1260/1999. Em consequência, a Comissão não aceitará os pedidos de pagamentos intermédio e de pagamento do saldo para as medidas co-financiadas com auxílios novos ou alterados, segundo a definição do regulamento processual dos auxílios estatais, concedidas ao abrigo de regimes de auxílio ou de modo individual, até à sua notificação e aprovação formal pela Comissão.

Artigo 5º

A data de início de elegibilidade das despesas é 6 de Dezembro de 2001. A data-limite de elegibilidade das despesas é 31 de Dezembro de 2008.

Artigo 6º

1. A aplicação do presente programa adaptar-se-á às normas comunitárias e seguirá os princípios e exigências estabelecidos no Regulamento (CE) nº 1260/1999, nas orientações da iniciativa Interreg III e na Comunicação IIIC.
2. Com base nos resultados da análise efectuada para comprovar o grau de execução do presente programa, a Comissão, de acordo com os Estados-Membros participantes, reservar-se-á o direito de proceder às adaptações que considere oportunas no programa, nomeadamente no domínio das estruturas comuns de cooperação, em especial no que diz respeito aos organismos com funções de "autoridade de gestão", "autoridade de pagamento" e "secretariado técnico conjunto".
3. As estruturas comuns que se ocupem da execução do programa deverão procurar uma efectiva cooperação que assegure a coordenação entre o presente programa, financiado pelo FEDER, e outros instrumentos financeiros, tais como Phare, Tacis, Meda, CARDS, ISPA, Sapard e FED.

Artigo 7º

A República Francesa, a República Italiana, a República Helénica, o Reino de Espanha, a República Portuguesa e o Reino-Unido são os destinatários da presente decisão.

Feito em Bruxelas, em 28 05. 2002

Pela Comissão
Michel BARNIER
Membro da Comissão





COMMISSIONE EUROPEA

SEGRETARIATO GENERALE

MINUTE

Bruxelles, 30/05/2002
SG (2002) D/ 229985

RAPPRESENTANZA
PERMANENTE DELL'ITALIA
PRESSO L'UNIONE EUROPEA
Rue du Marteau, 5/11

1040 BRUXELLES

**Oggetto : NOTIFICAZIONE AI SENSI DELL'ARTICOLO 254 DEL
TRATTATO CE**

**Il Segretariato Generale Vi prega di trasmettere al Ministro degli Affari
Esteri la decisione allegata.**

Per il Segretario Generale


Bernard MICHEL

All. : C (2002) 789



COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

Bruxelles, 28 05. 2002
C (2002) 789

NON PUBBLICARE

DECISIONE DELLA COMMISSIONE

del 28 05. 2002

**che approva il programma d'iniziativa comunitaria
'Interreg III C Zona Sud'
tra la Francia, la Grecia, l'Italia la Spagna, il Portogallo e il Regno Unito**

**CCI n° 2002 RG 16 0 PC 001
(I testi in lingua francese, greca, italiana, spagnola, portoghese e inglese sono i soli
facenti fede)**

DECISIONE DELLA COMMISSIONE

del 28 05. 2002

che approva il programma d'iniziativa comunitaria
'Interreg III C Zona Sud'

tra la Francia, la Grecia, l'Italia la Spagna, il Portogallo e il Regno Unito

CCI n° 2002 RG 16 0 PC 001

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità europea,

visto il regolamento (CE) n. 1260/1999 del Consiglio, del 21 giugno 1999, recante disposizioni generali sui Fondi strutturali¹, in particolare gli articoli 20 e seguenti,

considerando quanto segue:

- (1) Il 28 aprile 2000, la Commissione delle Comunità europee ha adottato gli orientamenti (in appresso denominati 'orientamenti') dell'iniziativa comunitaria riguardante la cooperazione transeuropea² (in appresso denominata 'Interreg III'), prevista all'articolo 20 del regolamento (CE) n. 1260/1999.
- (2) La Commissione delle Comunità europee ha approvato il 7 maggio 2001 una comunicazione relativa alla 'Cooperazione interregionale' - Sezione C dell'iniziativa comunitaria Interreg III³ (in appresso denominata 'comunicazione Sezione C') che precisa le modalità di attuazione delle attività di cooperazione nel quadro della sezione interregionale di "Interreg III" e adegua gli orientamenti alle caratteristiche specifiche della cooperazione interregionale.
- (3) Nella sua 'Comunicazione relativa all'impatto dell'ampliamento sulle regioni confinanti con paesi candidati - Azione Comunitaria per le Regioni di Frontiera'⁴, la Commissione ha proposto di stanziare fino a 20.000.000 di euro dei fondi accantonati ai sensi del punto 53 degli orientamenti, per la creazione di reti e altre attività di supporto all'attuazione delle tre sezioni dell'iniziativa INTERREG, per azioni che promuovono e facilitano la cooperazione tra regioni di frontiera. Di questo importo, 500.000 euro sono inclusi nel presente programma.
- (4) Nell'ambito di Interreg III può essere concesso un sostegno comunitario a favore di misure e di regioni che rispettano i requisiti previsti dagli orientamenti e che fanno oggetto di programmi d'iniziativa comunitaria presentati dalle autorità designate dagli Stati membri e approvati dalla Commissione delle Comunità europee. L'articolo 21 del titolo II del regolamento (CE) n. 1260/1999 e i capitoli V e VI degli orientamenti, come adattati nei capitoli IX e XI della comunicazione Sezione C, stabiliscono le

¹ G U L 161 del 26.6.1999, pag. 1.

² G U C 143 del 23.5.2000, pag. 6.

³ G U C 141 del 15.5.2001, pag. 2.

⁴ COM(2001) 437final del 25.7.2001.

procedure per la preparazione e l'attuazione dei programmi della sezione C di Interreg III. Il contributo comunitario per i programmi della sezione C di Interreg III può essere concesso anche per misure di assistenza tecnica e altre misure, su iniziativa della Commissione, in conformità con il punto 53 degli orientamenti.

- (5) A norma dell'articolo 21, paragrafo 2, del regolamento (CE) n. 1260/1999 e dell'articolo 3, paragrafo 2, del regolamento (CE) n. 1783/1999 relativo al Fondo europeo di sviluppo regionale (FESR)⁵, i finanziamenti nell'ambito di Interreg III possono essere forniti dal FESR, il cui campo di applicazione, definito all'articolo 2 del regolamento (CE) n. 1783/1999, può essere ampliato per comprendervi tutte le misure necessarie all'attuazione del programma di cui trattasi.
- (6) A norma dell'articolo 21, paragrafo 3, del regolamento (CE) n. 1260/1999 e del punto 26 degli orientamenti, le autorità designate dagli Stati membri possono presentare alla Commissione proposte dettagliate di programmi, contenenti le informazioni di cui ai capitoli V e VI ed eventualmente al capitolo VII degli orientamenti, come adattati nella comunicazione-Sezione C.
- (7) In base all'articolo 21, paragrafo 3, del regolamento (CE) n. 1260/1999 e al capitolo V degli orientamenti e tenuto conto del partenariato istituito a norma dell'articolo 8 del suddetto regolamento, la Commissione giudica le proposte di programmi presentate dalle autorità di cui sopra, per valutarne la conformità agli obiettivi degli orientamenti e del regolamento e la compatibilità con altre politiche e altri programmi comunitari attinenti e adotta una decisione in merito alla partecipazione del FESR a norma dell'articolo 21, paragrafo 3, del regolamento e del punto 26, secondo comma, degli orientamenti, nonché d'intesa con le regioni e gli Stati membri interessati, purché le proposte contengano tutti gli elementi elencati al capitolo V degli orientamenti, come adattati nella comunicazione - Sezione C.
- (8) Le autorità responsabili della Francia, della Grecia, dell'Italia, della Spagna, del Portogallo e del Regno Unito hanno presentato alla Commissione in data 6 dicembre 2001 un progetto di programma ammissibile relativo a Interreg III C "Zona Sud", conforme alle condizioni previste per Interreg III, sezione C, nel capitolo IV degli orientamenti, come adattati nella comunicazione Sezione C. Il progetto di programma contiene le informazioni di cui al punto 25 degli orientamenti e, in particolare, una descrizione degli assi prioritari del programma, un piano finanziario indicativo che precisa per ciascun asse prioritario e per ciascun anno l'importo della dotazione finanziaria prevista per la partecipazione del FESR nonché l'importo totale dei finanziamenti pubblici ammissibili, e la stima di quelli privati, provenienti dagli Stati membri interessati.
- (9) Il programma riguarda le operazioni presentate dai partners capofila situati nella zona di programmazione della Zona Sud, come definita nell'allegato A della comunicazione Sezione C.
- (10) La data di presentazione del progetto di programma, che è stato considerato ammissibile dalla Commissione, costituisce la data a partire dalla quale le spese a titolo del programma sono ammissibili.

⁵ GUL 213 del 13.8.1999, pag. 1.

- (11) A norma dell'articolo 30 del regolamento (CE) n. 1260/1999, occorre stabilire il termine finale per l'ammissione delle spese.
- (12) Il programma è stato preparato e sarà attuato d'intesa con gli Stati membri interessati e nell'ambito del partenariato.
- (13) A norma dell'articolo 10 del regolamento (CE) n. 1260/1999, la Commissione e gli Stati membri assicurano, nel rispetto del principio del partenariato, il coordinamento tra gli interventi dei vari Fondi, da un lato, e quelli della BEI e degli altri strumenti finanziari esistenti, dall'altro. Particolare attenzione sarà accordata al coordinamento rafforzato tra il presente programma, finanziato dal FESR, e altri strumenti finanziari, quali Phare, Tacis, Meda, CARDS, ISPA, Sapard e il FES.
- (14) In base al punto 26 degli orientamenti, la Comunità concede un contributo finanziario unico senza indicare la ripartizione per Stato membro. Il contributo disponibile per l'intero periodo e la sua ripartizione annuale sono espressi in euro. La ripartizione annuale è compatibile con le pertinenti prospettive finanziarie e con gli stanziamenti per ciascuno Stato membro, adottati dalla Commissione conformemente al punto 48, secondo comma, degli orientamenti. A norma dell'articolo 7, paragrafo 7, del regolamento (CE) n. 1260/1999 e del punto 48, primo comma, degli orientamenti, la partecipazione comunitaria è già stata indicizzata in ragione del 2% annuo. A norma dell'articolo 7, paragrafo 7, del suddetto regolamento, la partecipazione comunitaria può essere riesaminata a metà periodo e non oltre il 31 dicembre 2003, per tenere conto del livello effettivo dell'inflazione.
- (15) Conformemente all'articolo 21, paragrafo 4, del regolamento (CE) n. 1260/1999 e al punto 32 degli orientamenti e al punto 40 della comunicazione Sezione C, a seguito della valutazione intermedia di cui all'articolo 42 del suddetto regolamento il programma può essere riesaminato su iniziativa degli Stati membri, o della Commissione d'intesa con gli Stati membri interessati. Poiché il successo del programma dipende in gran parte dal corretto funzionamento delle strutture comuni di cooperazione e specialmente degli organismi che svolgono le funzioni di 'autorità di gestione', 'autorità di pagamento' e 'segretariato tecnico congiunto', la revisione può riguardare in particolare tali strutture comuni,

HA ADOTTATO LA PRESENTE DECISIONE:

Articolo 1

1. È approvato il programma d'iniziativa comunitaria 'Interreg III C Zona Sud' per il periodo dal 6 dicembre 2001 al 31 dicembre 2006, descritto negli allegati della presente decisione.

2. Il programma riguarda gli aiuti strutturali comunitari per le operazioni presentate dai partner principali situati sul territorio della Spagna e del Portogallo e nelle seguenti regioni: Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Corse, Guyane, Guadaloupe, Martinique, Réunion in Francia; Dytiki Ellada, Peloponnisos, Voreio Aigaio, Notio Aigaio, Kriti, Ionia Nisia, Stera Ellada, Attiki in Grecia; Piemonte, Lombardia, Liguria, Toscana, Umbria, Lazio, Campania, Sardegna, Basilicata, Calabria, Sicilia, Valle d'Aosta in Italia e Gibraltar nel Regno Unito.

Articolo 2

1. In conformità degli articoli 20 e seguenti del regolamento (CE) n. 1260/1999 e del capitolo V degli orientamenti come adattati nella comunicazione Sezione C, il programma comprende i seguenti elementi:
 - a. una descrizione della strategia e degli assi prioritari e l'indicazione di come tale strategia e tali assi prioritari hanno tenuto conto degli orientamenti, della comunicazione Sezione C e del regolamento (CE) n. 1260/1999, nonché delle altre politiche e degli altri programmi comunitari attinenti e l'indicazione della coerenza di tale impatto con la politica economica, sociale e regionale della Francia, Grecia, Italia, Spagna, Portogallo e Regno Unito . Gli assi prioritari sono i seguenti:
 1. "Operazioni"
 2. Assistenza tecnica relativa all'asse prioritario 1.
 3. Operazioni in zone di frontiera con i paesi candidati (punto 53 degli orientamenti)
 4. Assistenza tecnica relativa all'asse prioritario 3.
 - b. la descrizione sintetica delle misure previste per attuare gli assi prioritari, comprese le informazioni necessarie alla verifica di conformità con le norme relative agli aiuti di Stato di cui all'articolo 87 del trattato;
 - c. un piano finanziario indicativo che precisi per ciascun asse prioritario e per ciascun anno l'importo della dotazione finanziaria prevista per la partecipazione del FESR, nonché l'importo totale dei finanziamenti ammissibili pubblici o parapubblici e la stima di quelli privati nell'insieme degli Stati membri. La partecipazione totale del FESR al programma prevista annualmente dev'essere compatibile con le pertinenti prospettive finanziarie e con gli stanziamenti per ciascuno Stato membro, adottati dalla Commissione conformemente al punto 48, secondo comma, e il punto 53 degli orientamenti;
 - d. le disposizioni di attuazione del programma, tra cui la designazione dell'autorità congiunta di gestione, la descrizione delle modalità di gestione del programma, la descrizione dei sistemi di sorveglianza e di valutazione, compreso il ruolo del comitato di sorveglianza e del comitato direttivo, nonché le modalità della partecipazione delle varie parti a tali comitati, la definizione delle procedure relative alla trasparenza della pubblicità e dei movimenti

finanziari, nonché la descrizione delle modalità e procedure specifiche per il controllo dell'andamento del programma;

- e. informazioni sulle risorse necessarie per la preparazione, la sorveglianza e la valutazione degli interventi.
2. Secondo il piano finanziario indicativo, il costo ammissibile degli assi prioritari scelti per l'azione congiunta della Comunità e degli Stati membri ammonta a 219.308.931 euro per l'intero periodo e la partecipazione finanziaria del FESR a 138.867.999 euro.
- Ne risulta un importo a carico delle risorse nazionali pari a 80.440.932 euro dal settore pubblico, che può essere in parte finanziato da prestiti comunitari concessi dalla Banca europea per gli investimenti e da altri strumenti per l'erogazione di prestiti.

Articolo 3

La partecipazione totale del FESR concessa nell'ambito del programma ammonta a 138.867.999 euro.

La partecipazione comunitaria è già stata indicizzata in ragione del 2% annuo fino al 2003 ed è stabilita ai prezzi del 2003 per gli anni 2004-2006.

La partecipazione comunitaria può essere riesaminata a metà periodo, per tenere conto del livello effettivo dell'inflazione. Il tasso di indicizzazione per gli anni 2004-2006 sarà deciso entro il 31 dicembre 2003.

La partecipazione finanziaria del FESR e le dotazioni annue incluse nel piano finanziario potrebbero essere aumentate o diminuite in occasione della revisione intermedia, da effettuare non oltre il 31 dicembre 2003, fatta salva la partecipazione annua già fissata per il periodo 2000-2003.

La procedura per la concessione dell'aiuto finanziario, compresa la partecipazione del FESR per i vari assi prioritari del programma, è definita nel piano finanziario allegato alla presente decisione.

Articolo 4

La presente decisione non pregiudica la posizione della Commissione riguardo ai regimi di aiuto di cui all'articolo 87, paragrafo 1, del trattato che sono compresi in questo contributo e che non sono stati ancora approvati dalla Commissione. La presentazione della domanda di contributo, del complemento di programmazione o della richiesta di pagamento da parte di uno Stato membro non sostituiscono la notifica prevista dall'articolo 88, paragrafo 3, del trattato.

Per il finanziamento comunitario degli aiuti di Stato di cui all'articolo 87, paragrafo 1, del trattato, concesso nell'ambito di regimi di aiuto o in singoli casi, è necessaria l'approvazione preliminare da parte della Commissione a norma dell'articolo 88 del trattato, tranne se l'aiuto rientra nella regola *de minimis* o è esentato in base a un regolamento di esenzione adottato dalla Commissione a norma del regolamento (CE) n. 994/98 del Consiglio, del 7 maggio 1998, sull'applicazione degli articoli 87 e 88 del trattato che istituisce la Comunità europea a

determinate categorie di aiuti di stato orizzontali⁶. In mancanza di tale esenzione o approvazione, l'aiuto è illegale e soggetto alle conseguenze previste dal regolamento di procedura sugli aiuti di Stato e il relativo cofinanziamento è considerato un'irregolarità ai sensi degli articoli 38 e 39 del regolamento (CE) n. 1260/1999. La Commissione non accetta pertanto richieste di pagamenti intermedi e finali, a norma dell'articolo 32 del regolamento generale, per misure cofinanziate mediante aiuti nuovi o modificati, quali definiti nel regolamento di procedura sugli aiuti di Stato, concessi nell'ambito di regimi di aiuto o in singoli casi, finché tali aiuti non siano stati notificati e formalmente approvati dalla Commissione stessa.

Articolo 5

Il termine iniziale per l'ammissione delle spese è il 6 dicembre 2001. Il termine finale per l'ammissione delle spese è il 31 dicembre 2008.

Articolo 6

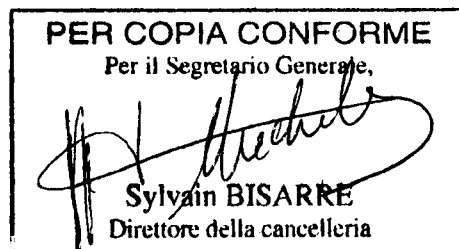
1. Il programma viene attuato conformemente alla normativa comunitaria e secondo i principi e i requisiti previsti dal regolamento (CE) n. 1260/1999, dagli orientamenti relativi a Interreg III e dalla comunicazione IIIC.
2. In base ai risultati dell'esame dei progressi compiuti nell'attuazione del programma, la Commissione, d'intesa con gli Stati membri interessati, si riserva il diritto di procedere ad adeguamenti del programma, riguardanti ad esempio le strutture comuni di cooperazione, in particolare gli organismi che svolgono le funzioni di 'autorità di gestione', 'autorità di pagamento' e 'segretariato tecnico congiunto'.
3. Le strutture comuni responsabili dell'attuazione del programma si adoperano per garantire un effettivo coordinamento tra il presente programma, finanziato dal FESR, e altri strumenti finanziari, quali Phare, Tacis, Meda, CARDS, ISPA, Sapard e il FES.

Articolo 7

La repubblica francese, la repubblica italiana, la repubblica ellenica, il regno di Spagna, la repubblica portoghese e il Regno Unito sono destinatarie della presente decisione.

Fatto a Bruxelles, 28 05. 2002

Per la Commissione
Michel BARNIER
Membro della Commissione



⁶ GUL 142 del 14.5.1998, pag. 1.



COMISIÓN EUROPEA

SECRETARÍA GENERAL

MINUTE

Bruselas, 30/05/2002
SG (2002) D/ **229987**

REPRESENTACIÓN PERMANENTE
DE ESPAÑA ANTE LA
UNIÓN EUROPEA
Boulevard du Régent, 52-54

1000 BRUXELLES

Asunto : NOTIFICACIÓN EN BASE AL ARTÍCULO 254 DEL TRATADO CE

La Secretaría General le ruega tenga a bien transmitir al Ministro de Asunto Exteriores la Decisión adjunta.

Por el Secretario General,


Bernard MICHEL

p.d. : C (2002) 789



COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

Bruselas, 28 05. 2002
C (2002) 789

No destinado a la publicación

DECISIÓN DE LA COMISIÓN
de 28 05. 2002

por la que se aprueba el programa de iniciativa comunitaria "Interreg III C Zona Meridional" entre Francia, Grecia, Italia, España, Portugal y el Reino Unido

2002 RG 16 0 PC 001

(Los textos en lengua francesa, inglesa, italiana, griega, española y portuguesa son los únicos auténticos)

DECISIÓN DE LA COMISIÓN

28 05. 2002

por la que se aprueba el programa de iniciativa comunitaria "Interreg III C Zona Meridional" entre Francia, Grecia, Italia, España, Portugal y el Reino Unido

2002 RG 16 0 PC 001

LA COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Europea,

Visto el Reglamento (CE) n° 1260/1999 del Consejo, de 21 de junio de 1999, por el que se establecen disposiciones generales sobre los Fondos Estructurales¹, y, en particular, su artículo 20 y siguientes,

Considerando lo siguiente:

- (1) La Comisión de las Comunidades Europeas adoptó el 28 de abril de 2000 las orientaciones² (en adelante denominadas "las orientaciones") para instaurar una iniciativa comunitaria relativa a la cooperación transeuropea (en adelante denominada "Interreg III"), tal como se contempla en el artículo 20 del Reglamento (CE) n° 1260/1999.
- (2) La Comisión de las Comunidades Europeas adoptó el 7 de mayo de 2001 una Comunicación relativa a la cooperación interregional - capítulo C de la iniciativa comunitaria INTERREG III³(en adelante denominada "comunicación- capítulo C"), en la que se expone el método para llevar a cabo las actividades de cooperación en el capítulo interregional de INTERREG III y se adaptan las orientaciones a las circunstancias específicas de la cooperación interregional
- (3) En su "Comunicación de la Comisión sobre la incidencia de la ampliación en las regiones limítrofes de los países candidatos - Acción comunitaria en favor de las regiones fronterizas"⁴, la Comisión propuso asignar hasta un importe de 20.000.000 de € de los fondos previstos en virtud del punto 53 de las orientaciones, para la creación de redes y otras actividades de apoyo para la puesta en práctica de los tres capítulos de la iniciativa INTERREG para acciones dirigidas a promover y facilitar la cooperación entre regiones fronterizas. De este importe, 500.000 € están incluidos en este programa.
- (4) En virtud de Interreg III se concede financiación comunitaria para medidas y zonas que respeten las condiciones establecidas en las orientaciones y que se incluyan en programas de iniciativa comunitaria presentados por las autoridades designadas por los Estados miembros y aprobados por la Comisión de las Comunidades Europeas. En el

¹ DO L 161 de 26.6.1999, p. 1.

² DO C 143 de 23.5.2000, p. 6.

³ DO C 141 de 15.5.2001, p. 2.

⁴ COM(2001) 437 final de 25.7.2001.

artículo 21 del Reglamento (CE) nº 1260/1999, contenido en el título II del presente Reglamento, así como en los capítulos V y VI de las orientaciones y en los capítulos IX y XI de la Comunicación, capítulo C, se establecen los procedimientos de preparación y ejecución de los programas de Interreg III - capítulo C. Asimismo, puede obtenerse financiación comunitaria para los programas del capítulo C para medidas de asistencia técnica y otras medidas por iniciativa de la Comisión, de conformidad con el punto 53 de las orientaciones.

- (5) De conformidad con el apartado 2 del artículo 21 del Reglamento (CE) nº 1260/1999 y con el apartado 2 del artículo 3 del Reglamento (CE) nº 1783/1999 relativo al Fondo Europeo de Desarrollo Regional (FEDER)⁵, la ayuda de Interreg III puede concederla el FEDER, ampliando el ámbito de aplicación de este Fondo, tal como se define en el artículo 2 del Reglamento (CE) nº 1783/1999, con el fin de llevar a cabo las medidas necesarias para ejecutar el programa en cuestión.
- (6) En virtud del apartado 3 del artículo 21 del Reglamento (CE) nº 1260/1999 y del punto 26 de las orientaciones, las autoridades designadas por los Estados miembros pueden presentar a la Comisión propuestas de programas que incluyan la información mencionada en los capítulos V, VI y VII de las orientaciones, tal como han sido adaptadas en la Comunicación - capítulo C.
- (7) Basándose en el apartado 3 del artículo 21 del Reglamento (CE) nº 1260/1999 y del capítulo V de las orientaciones y en relación con la cooperación establecida en virtud del artículo 8 de ese Reglamento, la Comisión evaluará los programas propuestos que hayan presentado las citadas autoridades, con el fin de determinar si se ajustan a los objetivos de las orientaciones y del Reglamento y son compatibles con otros programas y políticas comunitarios pertinentes, y adoptará, de conformidad con el apartado 3 del artículo 21 del Reglamento y con el apartado 2 del punto 26 de las orientaciones y de acuerdo con los Estados miembros y las regiones afectadas, una decisión sobre la contribución del FEDER, siempre que las propuestas respondan a todas las características enumeradas en el capítulo V de las orientaciones tal como han sido adaptadas por la Comunicación - capítulo C.
- (8) El 6 de diciembre de 2001, las autoridades competentes de Francia, Grecia, Italia, España, Portugal y el Reino Unido presentaron a la Comisión un proyecto de programa admisible denominado INTERREG III C Zona Meridional, que cumple las condiciones del capítulo C de INTERREG, con arreglo al capítulo IV de las orientaciones tal como han sido adaptadas por la comunicación - capítulo C. Este proyecto de programa incluye la información que se enumera en el punto 25 de las orientaciones y, en particular, una descripción de los ejes prioritarios del programa y un plan de financiación indicativo que precisa para cada eje prioritario y año, la asignación financiera prevista como contribución con cargo al FEDER y el importe total de la financiación subvencionable pública y de la financiación privada estimada con cargo a los Estados miembros participantes.
- (9) El presente programa se refiere a las operaciones presentadas por los socios principales localizados en la zona de programación oeste definida como "Zona Meridional" en el anexo A de la comunicación - capítulo C.

⁵ DO L 213 de 13.8.1999, p. 1.

- (10) La fecha de presentación del proyecto de programa, que fue aprobada por la Comisión, es la fecha a partir de la cual el gasto originado por el programa resulta subvencionable.
- (11) De conformidad con lo dispuesto en el artículo 30 del Reglamento (CE) nº 1260/1999, es necesario fijar la fecha final de subvencionabilidad de los gastos.
- (12) El programa ha sido elaborado y se ejecutará de acuerdo con los Estados miembros interesados y según el principio de cooperación.
- (13) Con arreglo al artículo 10 del Reglamento (CE) nº 1260/1999, la Comisión y los Estados miembros tienen que garantizar, en cumplimiento del principio de cooperación, la coordinación entre las intervenciones de los diferentes Fondos, por una parte, y entre éstas y las del BEI y las de los demás instrumentos financieros existentes. Se prestará debida atención a una mejor coordinación entre este programa, cofinanciado por el FEDER, y otros instrumentos financieros como Phare, Tacis, Meda, CARDS, ISPA, Sapard y el FED.
- (14) De conformidad con el punto 26 de las orientaciones, se concede una contribución financiera comunitaria única sin desglose financiero por Estados miembros. La contribución disponible para todo el periodo y su desglose anual se expresan en euros. El desglose anual debe ser coherente con la perspectiva financiera pertinente y las asignaciones financieras de cada Estado miembro, aprobadas por la Comisión de conformidad con el párrafo segundo del punto 48 y con el punto 53 de las orientaciones. En virtud del apartado 7 del artículo 7 del Reglamento (CE) nº 1260/1999 y del párrafo primero del punto 48 de las orientaciones, a la contribución comunitaria ya se le ha aplicado una indexación del 2% anual. Con arreglo al apartado 7 del artículo 7 del citado Reglamento, la contribución comunitaria podrá someterse a una revisión intermedia, como muy tarde el 31 de diciembre de 2003, con el fin de tener en cuenta el nivel de inflación efectivo.
- (15) De conformidad con el apartado 4 del artículo 21 del Reglamento (CE) nº 1260/1999, el punto 32 de las orientaciones y el punto 40 de la comunicación - capítulo C, el programa podrá ser revisado por iniciativa de los Estados miembros o de la Comisión, de acuerdo con los Estados miembros interesados, una vez realizada la evaluación intermedia mencionada en el artículo 42 del Reglamento. Teniendo en cuenta que el éxito del programa depende en gran medida del buen funcionamiento de las estructuras comunes de cooperación, en concreto de los organismos encargados de las funciones de "autoridad de gestión", "autoridad pagadora" y "secretaría técnica común", la revisión podrá centrarse principalmente en estas estructuras comunes.

HA ADOPTADO LA PRESENTE DECISIÓN:

Artículo 1

1. Se aprueba el programa de iniciativa comunitaria "Interreg III C Zona Meridional" para el período comprendido entre el 6 de diciembre de 2001 y el 31 de diciembre de 2006, descrito en los anexos de la presente Decisión.
2. El programa consiste en intervenciones estructurales comunitarias relativas a las operaciones presentadas por socios principales localizados en España y en Portugal y en las regiones siguientes: Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Aquitaine, Languedoc-

Roussillon, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Corse, Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion en Francia; Dytiki Ellada, Peloponnisos, Voreio Aigaio, Notio Aigaio, Kriti, Ionia Nisia, Stera Ellada, Attiki en Grecia; Piemonte, Lombardia, Liguria, Toscana, Umbria, Lazio, Campania, Sardegna, Basilicata, Calabria, Sicilia, Valle d'Aosta en Italia y Gibraltar en el Reino Unido

Artículo 2

1. De conformidad con los artículos 20 y siguientes del Reglamento (CE) nº 1260/1999 y con el capítulo V de las orientaciones, tal como han sido adaptadas por la Comunicación - capítulo C, el programa incluye los siguientes elementos:
 - a. la estrategia y los ejes prioritarios del programa, su coherencia con los objetivos de las orientaciones y de la Comunicación - capítulo C y con el Reglamento (CE) nº 1260/1999, así como con otros programas y políticas comunitarias pertinentes; y su coherencia con las políticas económica, social y regional de Francia, Grecia, Italia, España, Portugal y el Reino Unido. Los ejes prioritarios son los siguientes:
 1. las operaciones
 2. la asistencia técnica relativa al eje prioritario 1
 3. las acciones en las regiones fronterizas con los países candidatos (punto 53 de las orientaciones)
 4. la asistencia técnica relativa al eje prioritario 3
 - b. una descripción resumida de las medidas previstas para llevar los ejes prioritarios a la práctica, incluida la información que permita comprobar el cumplimiento de las normas sobre ayudas estatales en virtud del artículo 87 del Tratado;
 - c. el plan de financiación indicativo en el que se establezca, para cada eje prioritario y año, la asignación financiera prevista con cargo al FEDER, así como el importe total de la financiación subvencionable pública o asimilable y una estimación de la financiación privada en el conjunto de los Estados miembros afectados. La contribución total del FEDER prevista anualmente para el programa deberá ser compatible con las perspectivas financieras pertinentes y con las asignaciones financieras de cada Estado miembro, aprobadas por la Comisión con arreglo al párrafo segundo del punto 48 y al punto 53 de las orientaciones.
 - d. las disposiciones adoptadas para la ejecución del programa, incluidas la designación de la autoridad de gestión común, una descripción de las medidas adoptadas para la gestión del programa, una descripción de los regímenes de seguimiento y evaluación, incluida la función del comité de seguimiento y del comité directivo y los mecanismos previstos para que los interlocutores participen en ellos, una descripción de las disposiciones relativas a la transparencia de la publicidad y de los flujos financieros, así como una descripción de las disposiciones y los procedimientos específicos para supervisar la marcha de la ejecución del programa.

- e. información sobre los recursos necesarios para preparar, controlar y evaluar las intervenciones.
2. El plan de financiación indicativo fija en 219.308.931 euros el coste subvencionable de las prioridades de la actuación común seleccionadas por la Comunidad y los Estados miembros para todo el período y en 138.867.999 euros la contribución financiera del FEDER.

Los recursos nacionales necesarios que, teniendo en cuenta este plan de financiación indicativo, se cifran en 80.440.932 euros procedentes del sector público, podrán estar parcialmente constituidos por préstamos comunitarios del Banco Europeo de Inversiones y otras entidades de crédito.

Artículo 3

La contribución total del FEDER concedida en virtud de este programa asciende a 138.867.999 euros.

A la contribución comunitaria se le ha aplicado ya una indexación del 2% anual hasta 2003 y se fijará a precios de 2003 para los años 2004 a 2006.

La contribución financiera podrá revisarse a mitad de recorrido para tener en cuenta el nivel de inflación efectivo. La indexación para los años 2004 a 2006 se decidirá antes del 31 de diciembre de 2003.

La contribución financiera del FEDER y las asignaciones anuales incluidas en el plan de financiación podrán revisarse al alza o a la baja con ocasión de la evaluación intermedia que deberá efectuarse como muy tarde el 31 de diciembre de 2003, sin perjuicio de la contribución anual ya comprometida para los años 2000 a 2003.

El procedimiento para la concesión de la ayuda financiera, incluida la contribución financiera con cargo al FEDER para los distintos ejes prioritarios incluidos en el programa, se fija en el plan de financiación anejo a la presente Decisión.

Artículo 4

La presente Decisión se entiende sin perjuicio de la posición que adopte la Comisión en relación con las ayudas estatales en el sentido del apartado 1 del artículo 87 del Tratado, incluidas en el programa y que no hayan sido aprobadas aún por la Comisión. La presentación, por parte del Estado miembro, de la solicitud de intervención, del complemento de programación o de una solicitud de pago no sustituye a la notificación exigida por el apartado 3 del artículo 88 del Tratado.

La concomitancia de una financiación comunitaria y de una ayuda estatal incluida en el ámbito de aplicación del apartado 1 del artículo 87 del Tratado, concedida al amparo de un régimen de ayuda o de manera individual, requiere la aprobación previa de la Comisión de acuerdo con el artículo 88 del Tratado, excepto cuando la ayuda se ajuste a la regla *de minimis* o esté exenta de ese requisito en virtud de un reglamento adoptado por la Comisión de conformidad con el Reglamento (CE) nº 994/88 del Consejo, de 7 de mayo de 1998, sobre la

aplicación de los artículos 87 y 88 del Tratado a determinadas categorías de ayudas horizontales⁶. A falta de tal exención o aprobación, la ayuda será ilegal y producirá los efectos que se especifican en el reglamento sobre el procedimiento aplicable a las ayudas estatales, y su cofinanciación se considerará irregular de acuerdo con lo dispuesto en los artículos 38 y 39 del Reglamento (CE) n° 1260/1999. En consecuencia, la Comisión no aceptará solicitudes de pagos intermedios o del pago del saldo respecto de medidas que sean cofinanciadas con ayudas nuevas o modificadas, según la definición del reglamento sobre el procedimiento aplicable a las ayudas estatales, concedidas al amparo de regímenes de ayuda o de manera individual, hasta que tales ayudas se hayan notificado a la Comisión y ésta las haya aprobado oficialmente.

Artículo 5

La fecha de comienzo de subvencionabilidad de los gastos será el 6 de diciembre de 2001. La fecha límite de subvencionabilidad de los gastos será el 31 de diciembre de 2008.

Artículo 6

1. El presente programa se aplicará de acuerdo con la normativa comunitaria y con los principios y exigencias establecidos en el Reglamento (CE) n° 1260/1999, en las orientaciones de Interreg III y en la Comunicación IIIC.
2. Basándose en los resultados del examen efectuado para comprobar el grado de ejecución del presente programa, la Comisión, de acuerdo con los Estados miembros participantes, se reservará el derecho de efectuar las adaptaciones que considere oportunas en el programa, como las relativas a las estructuras comunes de cooperación, en particular respecto a los organismos encargados de las funciones de "autoridad de gestión", "autoridad pagadora" y "secretaría técnica común".
3. El objetivo de las estructuras conjuntas es lograr una cooperación efectiva con el fin de garantizar la coordinación entre el presente programa, cofinanciado por el FEDER, y otros instrumentos financieros como Phare, Tacis, Meda, CARDS, ISPA, Sapard y el FED.

Artículo 7

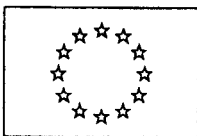
Los destinatarios de la presente Decisión serán la República italiana, la República francesa, la República helénica, el Reino de España, la República portuguesa y el Reino Unido.

Hecho en Bruselas, el **28** 05. 2002

*Por la Comisión
Michel BARNIER
Miembro de la Comisión*



⁶ DO L 142 de 14.5.1998.



EUROPEAN COMMISSION

SECRETARIAT-GENERAL

MINUTE

Brussels, 30/05/2002
SG (2002) D/ **229984**

OFFICE OF THE UNITED
KINGDOM PERMANENT
REPRESENTATIVE TO THE
EUROPEAN UNION
Av. d'Auderghem, 10

1040 BRUXELLES

**Subject : NOTIFICATION PURSUANT TO ARTICLE 254 OF THE EC
TREATY**

**The Secretariat-General should be obliged if you would forward to the
Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs the enclosed
Decision of the Commission.**

For the Secretary-General


Bernard MICHEL

Encl. : C (2002) 789



COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Brussels, **28** 05. 2002
C (2002) 789

Not for publication

COMMISSION DECISION

of 28 05. 2002

**approving the Interreg III Community initiative programme 'Interreg III C South
Zone'**

between France, Greece, Italy, Spain, Portugal and the United Kingdom

2002 RG 16 0 PC 001

(Only the French, English, Italian, Greek, Spanish and Portuguese texts are authentic)

COMMISSION DECISION

28 05. 2002

approving the Interreg III Community Initiative programme 'Interreg III C South Zone'

between France, Greece, Italy, Spain, Portugal and the United Kingdom

2002 RG 16 0 PC 001

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Community,

Having regard to Council Regulation (EC) No 1260/1999 of 21 June 1999 laying down general provisions on the Structural Funds¹, and in particular Articles 20 *et seq.* thereof,

Whereas:

- (1) The Commission of the European Communities adopted, on 28 April 2000, guidelines² (hereinafter referred to as 'the guidelines') establishing a Community Initiative concerning trans-European cooperation (hereinafter referred to as 'Interreg III'), as set out in Article 20 of Regulation (EC) No 1260/1999.
- (2) The Commission of the European Communities adopted, on 7 May 2001, a Communication on interregional cooperation – strand C of the Community Initiative Interreg III³ (hereinafter referred to as the 'strand C communication') which sets out the method of implementing cooperation activities under the interregional strand of the Interreg III Community Initiative and adapts the guidelines to the circumstances peculiar to interregional cooperation.
- (3) In its Communication from the Commission on the impact of enlargement on regions bordering candidate countries - Community action for border regions⁴, the Commission proposed allocating up to EUR 20 million of the funds provided for in point 53 of the guidelines for networking and other activities to support the implementation of the three strands of the Interreg Initiative to encourage and facilitate cooperation between border regions. Of this sum, EUR 500 000 are included in this programme.
- (4) Under Interreg III, Community funding is made available for measures and in areas which respect the requirements laid down in the guidelines and which are included in Community Initiative programmes presented by authorities designated by the Member States and approved by the Commission of the European Communities. Article 21 of Regulation (EC) No 1260/1999, chapters V and VI of the guidelines and chapters IX

¹ OJ L 161, 26.6.1999, p 1.

² OJ C 143, 23.5.2000, p. 6.

³ OJ C 141, 15.5.2001, p. 2.

⁴ COM(2001) 437 final, 25.7.2001.

and XI of the strand C communication lay down the procedures for preparing and implementing Interreg III C programmes. For strand C programmes, Community funds may also be made available for technical assistance measures and other measures at the initiative of the Commission, in accordance with point 53 of the guidelines.

- (5) Under Article 21(2) of Regulation (EC) No 1260/1999 and Article 3(2) of Regulation (EC) No 1783/1999 on the European Regional Development Fund⁵ (hereinafter referred to as 'the ERDF'), assistance under Interreg III may be granted by the ERDF, amplifying the scope of this Fund, defined in Article 2 of Regulation (EC) No 1783/1999, to include all measures required to implement the programme concerned.
- (6) Under Article 21(3) of Regulation (EC) No 1260/1999 and point 26 of the guidelines, the authorities designated by the Member States may submit to the Commission detailed proposals for programmes which contain the information referred to in chapters V, VI and VII of the guidelines, as amended by the strand C communication.
- (7) On the basis of Article 21(3) of Regulation (EC) No 1260/1999 and chapter V of the guidelines, and with regard to the partnership established in accordance with Article 8 of the Regulation, the Commission is to appraise the proposed programmes submitted by the above authorities, to determine whether they are consistent with the aims of the guidelines and the Regulation and compatible with other relevant Community programmes and policies. It is then to adopt a decision on the ERDF contribution in accordance with Article 21(3) of the Regulation and point 26(2) of the guidelines, and in agreement with the Member States and regions concerned, provided that the proposals contain all the features listed in chapter V of the guidelines as amended by the strand C communication.
- (8) The responsible authorities in France, Greece, Italy, Spain, Portugal and the United Kingdom submitted to the Commission on 6 December 2001 an acceptable draft programme for Interreg III C South Zone fulfilling the conditions for Interreg III, strand C, in accordance with chapter IV of the guidelines as amended by the strand C communication. This draft programme contains the information listed in point 25 of the guidelines and, in particular, a description of the priorities of the programme and an indicative financing plan specifying for each priority and each year the financial allocation envisaged for the contribution from the ERDF and the total amount of eligible public and estimated private funding from the Member States concerned.
- (9) This programme covers operations submitted by the lead partners in the western programming area defined as the 'South Zone' in Annex A to the strand C communication.
- (10) The date of submission of the draft programme, which was considered acceptable by the Commission, constitutes the date from which expenditure under the programme is eligible.
- (11) Under Article 30 of Regulation (EC) No 1260/1999, it is necessary to lay down the final date for the eligibility of expenditure.

⁵ OJ L 213, 13.8.1999, p 1.

- (12) The programme has been drawn up and shall be implemented in agreement with the Member States concerned and within the partnership.
- (13) Under Article 10 of Regulation (EC) No 1260/1999, the Commission and the Member States are required to ensure, in a manner consistent with the principle of partnership, coordination between assistance from the Funds and from the EIB and other existing financial instruments. Due attention shall be given to improved coordination between this programme, assisted under the ERDF, and other financial instruments, such as Phare, Tacis, Meda, CARDS, ISPA, Sapard and the EDF.
- (14) Under point 26 of the guidelines, a single financial contribution from the Community is granted without financial breakdown by Member State. The contribution available over the entire period and its year-by-year breakdown are expressed in euro. The annual breakdown must be consistent with the relevant financial perspective and the financial allocations for each Member State, adopted by the Commission in accordance with the second paragraph of point 48 and point 53 of the guidelines. Under Article 7(7) of Regulation (EC) No 1260/1999 and the first paragraph of point 48 of the guidelines, the Community contribution has already been indexed at a rate of 2% per year. Under Article 7(7) of the Regulation, the Community contribution may be reviewed at mid-term, and not later than 31 December 2003, to take account of the effective level of inflation.
- (15) Under Article 21(4) of Regulation (EC) No 1260/1999, point 32 of the guidelines and point 40 of the strand C communication, the programme may be revised at the initiative of the Member States or the Commission in agreement with the Member States concerned after the mid-term evaluation referred to in Article 42 of the Regulation. As the success of the programme depends to a high degree on the good functioning of the joint structures for cooperation, in particular as regards the bodies responsible for the functions of 'managing authority', 'paying authority' and 'joint technical secretariat', this revision may cover in particular these joint structures,

HAS ADOPTED THIS DECISION:

Article 1

1. The 'Interreg III C South Zone' Community Initiative programme for the period 6 December 2001 to 31 December 2006, as described in the Annexes to this Decision, is hereby approved.
2. The programme concerns Community structural assistance for operations presented by lead partners located in Spain and Portugal and in the following regions: Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Corsica, French Guiana, Guadeloupe, Martinique and Réunion in France; West Macedonia, Peloponnese, North Aegean, South Aegean, Crete, Ionian Islands, Continental Greece and Attica in Greece; Piedmont, Lombardy, Liguria, Tuscany, Umbria, Lazio, Campania, Sardinia, Basilicata, Calabria, Sicily and Valle d'Aosta in Italy, and Gibraltar in the United Kingdom.

Article 2

1. In accordance with Articles 20 *et seq.* of Regulation (EC) No 1260/1999, and chapter V of the guidelines, as amended by the strand C communication, the programme includes the following elements:
 - (a) the strategy and priorities of the programme, their consistency with the aims of the guidelines, the strand C communication and Regulation (EC) No 1260/1999 and other relevant Community programmes and policies and with the economic, social and regional policies of France, Greece, Italy, Spain, Portugal and the United Kingdom. The priorities are as follows:
 - (1) operations,
 - (2) technical assistance linked to priority 1,
 - (3) actions in regions bordering candidate countries (point 53 of the guidelines),
 - (4) technical assistance linked to priority 3;
 - (b) a summary description of the measures planned to implement the priorities, including the information needed to check compliance with the state aid rules under Article 87 of the Treaty;
 - (c) the indicative financing plan specifying for each priority and each year the financial allocation envisaged for the contribution from the ERDF and the total amounts of eligible public or equivalent expenditure and estimated private funding in the Member States as a whole. The total contribution from the ERDF planned for each year of the programme is consistent with the relevant financial perspectives and the financial allocations for each Member State, adopted by the Commission in accordance with the second paragraph of point 48 and point 53 of the guidelines;
 - (d) the provisions for implementing the programme including designation of the joint managing authority, a description of the arrangements for managing the programme, a description of the systems for monitoring and evaluation, including the role of the Monitoring Committee, the Steering Committee and the arrangements for the participation of the partners in them, a definition of the procedures concerning transparent publicity and financial flows, and a description of the specific arrangements and procedures for monitoring progress in implementing the programme;
 - (e) information on the resources required for preparing, monitoring and evaluating assistance.
2. The indicative financing plan puts the eligible cost of the priorities selected for the joint action by the Community and the Member States at EUR 219 308 931 for the whole period and the financial contribution from the ERDF at EUR 138 867 999.

The resulting requirement for national resources of EUR 80 440 932 from the public sector can be partly met by Community loans from the European Investment Bank and other lending instruments.

Article 3

The total assistance from the ERDF granted under the programme is EUR 138 867 999.

The Community contribution has already been indexed at a rate of 2% per year up to 2003 and will be fixed at 2003 prices for the years 2004-06.

The financial contribution may be reviewed at mid-term to take account of the effective level of inflation. The indexation rate for the years 2004-06 will be decided by 31 December 2003.

The financial contribution from the ERDF and the yearly allocations included in the financial plan could be revised upwards or downwards during the mid-term review, to be carried out no later than 31 December 2003, without prejudice to the annual contribution already committed for the period 2000-03.

The procedure for granting the financial assistance, including the financial contribution from the ERDF for the various priorities included in the programme, is set out in the financing plan annexed to this Decision.

Article 4

This Decision is without prejudice to the Commission's position on aid schemes falling within Article 87(1) of the Treaty that are included in the programme and which have not yet been approved by the Commission. Submission of the application for assistance, the programming complement or a request for payment by the Member State does not replace the notification required by Article 88(3) of the Treaty.

Community financing of state aid falling within Article 87(1) of the Treaty, granted under aid schemes or in individual cases, requires prior approval by the Commission under Article 88 of the Treaty, except where the aid falls within the *de minimis* rule or is exempted under an exemption regulation adopted by the Commission under Council Regulation (EC) No 994/98 of 7 May 1998 on the application of Articles 87 and 88 to certain categories of horizontal aid⁶. In the absence of such exemption or approval, aid is illegal and subject to the consequences set out in the procedural regulation for state aid, and the part-financing of such aid would be treated as an irregularity within the meaning of Articles 38 and 39 of Regulation (EC) No 1260/1999. Consequently, the Commission will not accept requests for interim and final payments under Article 32 of the General Regulation for measures being part-financed with new or altered aid, as defined in the procedural regulation for state aid, granted under aid schemes or in individual cases, until such aid has been notified to and formally approved by the Commission.

Article 5

The date from which expenditure shall be eligible is 6 December 2001. The closing date for the eligibility of expenditure shall be 31 December 2008.

Article 6

⁶ OJ L 142, 14.5.1998, p. 1.

1. This programme shall be implemented in accordance with Community law and with the principles and requirements laid down in Regulation (EC) No 1260/1999, the Interreg III guidelines and the strand C communication.
2. In the light of the results of the review of the progress in implementing this programme, the Commission, in agreement with the Member States concerned, reserves the right to make amendments to the programme, relating, for example, to the joint structures for cooperation, in particular concerning the bodies responsible for the functions of 'managing authority', 'paying authority' and 'joint technical secretariat'.
3. The joint structures implementing the programme seek effective cooperation to ensure coordination between this programme, assisted under the ERDF, and other financial instruments, such as Phare, Tacis, Meda, CARDS, ISPA, Sapard and the EDF.

Article 7

This Decision is addressed to the French Republic, the Italian Republic, the Hellenic Republic, the Kingdom of Spain, the Portuguese Republic and the United Kingdom.

Done at Brussels, 28 05. 2002

For the Commission
Michel BARNIER
Member of the Commission

